



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Automobiles et cycles

Question au Gouvernement n° 2337

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Henri Emmanuelli. (Huees sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues !

M. Henri Emmanuelli. Qu'est ce qui vous dérange, messieurs, quand je prends la parole ? («Vous !» sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. le président. Posez votre question, monsieur Emmanuelli.

M. Henri Emmanuelli. Monsieur le président, ceux qui nous regardent et nous écoutent à la télévision n'entendent pas, moi j'entends !

Monsieur le Premier ministre, dimanche dernier, à Bruxelles, plus de 100 000 salariés, regroupés sous toutes les bannières syndicales, ont entamé la première étape de ce qui sera, nous l'espérons, la marche de l'Europe sociale. Et cela, à propos de la fermeture de l'usine belge de Renault, qui a choqué les esprits et réveille les consciences.

Or justement, monsieur le Premier ministre, à propos de conscience, il serait temps de savoir si, au-delà de la discussion sur la forme à laquelle les partisans du libéralisme économique souhaitent manifestement s'arrêter, votre gouvernement, actionnaire à plus de 46 % de Renault et détenant donc bien plus que la minorité de blocage après la privatisation que vous avez voulue, est décidé, oui ou non, à ouvrir le dossier sur le fond, c'est-à-dire à demander la convocation d'un conseil des ministres européens sur le devenir de l'industrie automobile européenne et sur l'éventuelle renégociation des accords commerciaux internationaux la concernant.

Vous voyez, madame Couderc, que cela va au-delà d'une gentille table ronde qui réunirait les divers partenaires ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. La parole est à Mme le ministre déléguée pour l'emploi.

Mme Anne-Marie Couderc, ministre déléguée pour l'emploi. J'avoue que cela fait un peu mal au cœur d'entendre parler de conscience (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française) par ceux qui ont supprimé 20 000 emplois chez Renault entre 1981 et 1986. Ce sont les mêmes donneurs de leçons qui, en 1992, alors qu'ils étaient au gouvernement - je veux parler des socialistes - ont approuvé un plan social prévoyant 3 700 suppressions d'emplois ! («C'est faux !» sur les bancs du groupe socialiste.) Alors, messieurs, ne nous parlez pas de conscience ! (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Pour le reste, monsieur Emmanuelli, vous avez parlé d'Europe sociale. Vous avez évoqué un point important. Comme vous le savez, il y a un an, le Président de la République française a proposé à l'ensemble des chefs d'État européens un memorandum pour un modèle social européen, avec la volonté que l'Europe sociale ne reste pas un mot mais devienne une réalité, avec des aspects concrets et un contenu. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Nous devons être capables de construire cet ensemble.

Vendredi dernier, j'ai remplacé Jacques Barrot, qui était retenu à Bruxelles où il défendait les intérêts français, l'industrie française,...

M. Michel Fromet. Blablabla !

Mme le ministre delegue pour l'emploi... a une reunion des ministres du travail europeens. («Blablabla !» sur les bancs du groupe socialiste.) Nous avons eu l'occasion de debattre de Renault, sur la forme, mais egalement du point de vue de la strategie industrielle.

Ce ne sont pas des petites parlotes, mais des rencontres que l'on peut organiser entre tous ceux qui sont interesses, que ce soient les constructeurs ou les partenaires sociaux.

J'ajoute que nous avons accepte la proposition qui a ete faite par le president du conseil des ministres des affaires sociales europeens: la tenue d'une reunion sur le plan europeen entre tous les partenaires interesses de facon a donner un contenu concret a l'Europe sociale et a tirer les lecons d'une affaire comme celle de Renault. (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Henri Emmanuelli. (Huees sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

M. le president. Je vous en prie, mes chers collegues !

M. Henri Emmanuelli. Qu'est ce qui vous derange, messieurs, quand je prends la parole ? («Vous !» sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

M. le president. Posez votre question, monsieur Emmanuelli.

M. Henri Emmanuelli. Monsieur le president, ceux qui nous regardent et nous ecoutent a la television n'entendent pas, moi j'entends !

Monsieur le Premier ministre, dimanche dernier, a Bruxelles, plus de 100 000 salaries, regroupes sous toutes les bannieres syndicales, ont entame la premiere etape de ce qui sera, nous l'esperons, la marche de l'Europe sociale. Et cela, a propos de la fermeture de l'usine belge de Renault, qui a choque les esprits et reveille les consciences.

Or justement, monsieur le Premier ministre, a propos de conscience, il serait temps de savoir si, au-dela de la discussion sur la forme a laquelle les partisans du liberalisme economique souhaitent manifestement s'arreter, votre gouvernement, actionnaire a plus de 46 % de Renault et detenant donc bien plus que la minorite de blocage apres la privatisation que vous avez voulue, est decide, oui ou non, a ouvrir le dossier sur le fond, c'est-a-dire a demander la convocation d'un conseil des ministres europeens sur le devenir de l'industrie automobile europeenne et sur l'eventuelle renegotiation des accords commerciaux internationaux la concernant.

Vous voyez, madame Couderc, que cela va au-dela d'une gentille table ronde qui reunirait les divers partenaires ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

M. le president. La parole est a Mme le ministre delegue pour l'emploi.

Mme Anne-Marie Couderc, ministre delegue pour l'emploi. J'avoue que cela fait un peu mal au coeur d'entendre parler de conscience (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise) par ceux qui ont supprime 20 000 emplois chez Renault entre 1981 et 1986. Ce sont les memes donneurs de lecons qui, en 1992, alors qu'ils etaient au gouvernement - je veux parler des socialistes - ont approuve un plan social prevoyant 3 700 suppressions d'emplois ! («C'est faux !» sur les bancs du groupe socialiste.) Alors, messieurs, ne nous parlez pas de conscience ! (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

Pour le reste, monsieur Emmanuelli, vous avez parle d'Europe sociale. Vous avez evoque un point important. Comme vous le savez, il y a un an, le President de la Republique francaise a propose a l'ensemble des chefs d'Etat europeens un memorandum pour un modele social europeen, avec la volonte que l'Europe sociale ne reste pas un mot mais devienne une realite, avec des aspects concrets et un contenu. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Nous devons etre capables de construire cet ensemble.

Vendredi dernier, j'ai remplace Jacques Barrot, qui etait retenu a Bruxelles ou il defendait les interets francais, l'industrie francaise,...

M. Michel Fromet. Blablabla !

Mme le ministre delegue pour l'emploi... a une reunion des ministres du travail europeens. («Blablabla !» sur les

bancs du groupe socialiste.) Nous avons eu l'occasion de débattre de Renault, sur la forme, mais également du point de vue de la stratégie industrielle.

Ce ne sont pas des petites parolotes, mais des rencontres que l'on peut organiser entre tous ceux qui sont intéressés, que ce soient les constructeurs ou les partenaires sociaux.

J'ajoute que nous avons accepté la proposition qui a été faite par le président du conseil des ministres des affaires sociales européens: la tenue d'une réunion sur le plan européen entre tous les partenaires intéressés de façon à donner un contenu concret à l'Europe sociale et à tirer les leçons d'une affaire comme celle de Renault.

(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Données clés

Auteur : [M. Emmanuelli Henri](#)

Circonscription : - SOC

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2337

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : emploi

Ministère attributaire : emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 mars 1997, page 1970

Réponse publiée le : 19 mars 1997, page 1970

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 mars 1997